

Motion présentée par les représentants des personnels d'enseignements et de surveillance du Lycée Paul Verlaine de Rethel le 7 février 2019

Les élus FSU appellent à voter contre les propositions de répartition de moyens proposées. Malgré le climat constructif qui a régné dans l'élaboration des TRMD proposés par la direction, force est de constater que, pour offrir des conditions optimales voire parfois juste normales d'enseignement, d'accompagnement et de réussite aux élèves, la dotation allouée à notre établissement ne suffit pas.

Pour la section générale et technologique :

- Le nombre de sections en première générale est insuffisant car il induit des enseignements de tronc commun à 35 élèves,
- L'établissement a été contraint de supprimer l'option latin pour pouvoir répondre aux besoins d'autres dispositifs. L'offre d'options en seconde générale sera donc réduite.
- Une diminution des heures postes (-28 HP quasiment deux postes) et une augmentation des heures supplémentaires (+11 HSA) se traduira inévitablement par des enseignants encore moins présents dans l'établissement (car leur service sera partagé entre plusieurs établissements) et moins disponibles (car plus d'élèves en charge).

Pour la section d'enseignement professionnelle :

- La suppression de la filière GA de l'établissement reste autant brutale qu'inexplicable. Les élèves qui souhaitent intégrer cette filière ne se voient rien proposer pour compenser cette perte et les enseignants intervenants spécifiquement dans celle-ci se trouvent maltraités par l'administration qui ne veut pas garantir de solution claire pour leur avenir.
- Le choix de l'intitulé de la FCIL proposé pour le moment est également incompréhensible à nos yeux. Les enseignants intervenants dans celle-ci cette année connaissent le profil des élèves et les besoins des entreprises du bassin. Nous relevons donc une incohérence.
- De même qu'en section générale, nous constatons une baisse importante des heures postes (-15 HP) et une baisse aussi des heures supplémentaires (-4 HSA).

Nous sommes conscients que ces dotations sont aussi une conséquence des réformes du lycée qui, derrière des affichages dans l'intérêt des élèves ne peuvent plus cacher leur but de supprimer des postes et de contribuer à dégrader le service public d'éducation.

Au sein de l'éducation nationale, la colère est grande. Beaucoup de personnels se sentent méprisés dans leur professionnalisme, sous-payés, pressurés pour des métiers de moins en moins attractifs. Cela aura des conséquences pour les élèves. Les enjeux sont clairs : la formation des jeunes de ce pays est-elle encore une priorité ?

Rien dans les dotations allouées à notre établissement ne nous permet de le croire.